

Ces emplois seraient surtout créés dans les services et les métiers les plus qualifiés, selon un rapport remis mardi au gouvernement.

Après des années de destructions nettes d'emplois, l'économie française pourrait de nouveau en créer, entre 115 000 et 212 000 par an d'ici 2022, surtout dans les services et les métiers les plus qualifiés, selon un rapport remis mardi au gouvernement.

Le rapport ébauche trois scénarios pour la période 2012-2022, plus ou moins optimistes «*selon la vigueur de la sortie de crise*», explique Véronique Deprez-Boudier, chef du département Travail-Emploi chez France Stratégie, organisme de réflexion placé auprès du Premier ministre.

Le premier, appelé «*scénario central*», permettrait de créer «*177 000 emplois par an en moyenne*» et de faire baisser le taux de chômage à 8% en 2022, contre 10% en métropole fin 2014, selon le rapport remis au ministre du Travail François Rebsamen par France Stratégie et le service des statistiques du ministère (Dares). «*Dans un contexte contraint par l'ajustement des finances publiques*», la France connaîtrait «*une sortie de crise progressive*», avec une croissance moyenne «*légèrement inférieure à 1,5% par an*». En comparaison, l'économie française a détruit plus de 100 000 emplois depuis fin 2007 et cette parution intervient quelques heures après l'annonce d'un nouveau record du chômage en mars (3,51 millions demandeurs d'emploi sans activité en métropole).

Plus pessimiste, le deuxième scénario dit «*de crise*» (1% de croissance annuelle) ne permettrait de créer que 115 000 emplois par an, à cause d'une «*dégradation de la compétitivité*» et d'un «*renforcement des contraintes financières*». Ces créations ne permettraient pas d'absorber les 120 000 actifs supplémentaires prévus chaque année et le chômage se maintiendrait à «*près de 10%*».

A l'inverse, le troisième scénario «*cible*» assurerait en moyenne 212 000 créations de postes par an et ferait baisser le chômage «*à moins de 7%*», grâce à une croissance annuelle de 1,8%. La recette : «*une stratégie d'investissement et d'innovation*» dans un «*contexte réglementaire et fiscal qui facilite l'éclosion de nouvelles activités*».

En comptant les 620 000 départs en fin de carrière par an, entre 735 000 et 832 000 postes seraient à pourvoir en moyenne chaque année.

Forte dynamique des services

Mais quel que soit le scénario, le marché du travail devrait continuer à faire la part belle au «*secteur tertiaire*» et aux «*métiers qualifiés*». Le rapport attend «*une forte dynamique des métiers du commerce et des services de soin et d'aide aux personnes, qui ferait plus que compenser le repli des emplois administratifs de la fonction publique et des emplois de secrétaires*».

Quant aux métiers industriels, en chute libre depuis plus d'une décennie, ils devraient «*se stabiliser*», sauf en cas de crise prolongée. Les métiers agricoles, eux, «*poursuivraient leur repli*». Dans le même temps, les «*métiers très qualifiés*» seraient en «*forte progression*»,

«principalement les métiers de cadres», au détriment des «ouvriers et des employés qualifiés».

La situation serait plus contrastée pour les moins qualifiés, «les créations d'emplois dans les métiers d'aide à la personne et de services» compensant «les destructions d'emplois d'ouvriers peu qualifiés».

Fragilité des espaces ruraux

De leurs constats, France Stratégie et la Dares tirent plusieurs «pistes d'action», qu'ils soumettent aux pouvoirs publics. La première : «maintenir l'effort pour insérer les jeunes décrocheurs». «L'évolution du marché de l'emploi va être plutôt favorable aux jeunes, à condition qu'ils soient qualifiés», prévient Mme Deprez-Boudier.

Autre priorité : mettre l'accent sur le «maintien dans l'emploi des seniors», qui représenteront «30% de la population active en 2022», poursuit-elle. Cela passe notamment par la «formation professionnelle». Elle préconise également d'oeuvrer pour la «mixité des métiers les moins qualifiés» : «ouvrir des métiers d'hommes aux femmes, mais aussi des métiers de femmes aux hommes».

Enfin, il faudra être très attentif aux disparités régionales. Les deux organismes gouvernementaux craignent que la «fragilité des espaces ruraux, des petites villes et des villes moyennes» soit «renforcée», ces territoires concentrant les «métiers fragiles». Selon Véronique Deprez-Boudier, il faudra veiller à une «meilleure diffusion de la croissance sur les territoires»

[AFP](#)